

CECI



HAÏTI

Après l'urgence,
la paix et la démocratie

NÉPAL : SAHAKARYA

Le défi du développement et
de la sécurité en zone de conflit

AGRICULTURE : L'ESPOIR DE L'AFRIQUE

La réduction de la pauvreté passe par la sécurité alimentaire,
la création d'emplois et le ralentissement de l'exode rural



« Po Klé po fonsé fò n reyini
Men dan lamèn nou ka vanse
Demen fòk tout bagay chanje
Anvan lamò genyenlavi
Et si nou se pitit bondye
Fòk nou ka viv avèk fyète
Kè m se solèy je m se lapli
Devan la mizè fòk mwen rele »

« Peau claire, peau foncée, il faut se réunir
Main dans la main, pour avancer
Demain, tout doit avoir changé
Avant la mort, il y a la vie
Et si nous sommes des enfants de Dieu
Nous devrions pouvoir vivre avec fierté
Mon cœur est soleil, mes yeux sont pluie
Contre la misère, je dois crier »

Luck Mervil,
extrait de chanson
Mézanmi, Ti Péyi A, 2004

Aujourd'hui, plus que jamais, la solidarité s'impose parce que chaque jour, sur Terre, la pauvreté tue un enfant toutes les trois secondes... et 50 000 personnes par jour dans le monde ! La pauvreté, c'est aussi le moteur de l'insécurité et des conflits que ce soit ici, en Haïti ou ailleurs. Il faut agir !
Sahakarya, travaillons ensemble, comme dirait nos amis Népalais !

C'est pourquoi j'ai choisi en mars 2004 de soutenir le CECI dans sa lutte quotidienne contre la pauvreté et l'exclusion d'abord en Haïti, puis partout où nous agissons ! Le CECI, c'est avant tout une organisation d'action qui travaille directement avec les gens pour bâtir leurs communautés. L'approche du CECI est fondée sur l'écoute, l'implication, la transparence et le respect et je l'appuie entièrement.

Je vous invite toutes et tous à joindre notre organisation, à vous impliquer comme bénévole tout comme moi, à suivre les activités du CECI, à venir rencontrer des gens d'ici et d'ailleurs unis par une même volonté : bâtir un monde sans pauvreté pour toutes et tous !



A handwritten signature in red ink that reads "Luck Mervil". The signature is fluid and cursive, with a small flourish at the end.

LUCK MERVIL,
Montréal, juillet 2005

LA MISSION DU CECI EST DE COMBATTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION. À CETTE FIN, LE CECI «RENFORCE LES CAPACITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS DÉFAVORISÉES; IL APPUIE DES INITIATIVES DE PAIX, DE DROITS HUMAINS ET D'ÉQUITÉ; IL MOBILISE DES RESSOURCES ET FAVORISE L'ÉCHANGE DE SAVOIR-FAIRE.»

02

L'ANNÉE DES GRANDES SOLIDARITÉS

Nous croyons plus que jamais que le développement passe par la solidarité internationale entre les organisations du Sud et du Nord, entre les citoyens d'ici et d'ailleurs.

04 CECI DANS LE MONDE



06 AMÉRIQUES



10 AFRIQUE



14 ASIE



17

«J'ai compris que tout le monde a le droit de penser, surtout de penser différemment. Le monde peut être vécu autrement.»

25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

26 ÉTATS FINANCIERS

30 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

36

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2004-2005

Un monde sans pauvreté - Agissons!

38 CANADA

En 2004-2005, une synergie formidable a animé les esprits créatifs et mobilisé des milliers de personnes au Canada et dans tous les pays dans lesquels nous travaillons avec nos partenaires.

Mot du président et du directeur général

L'année des grandes solidarités



Pierre Pichette, Président



Michel Charette, Directeur général

Dans son rapport annuel 2004-2005, le CECI veut témoigner de l'extraordinaire solidarité qui anime les partenaires et les communautés avec lesquels nous coopérons. Les gens des Gonaïves et ceux du Québec se sont unis pour porter secours aux victimes de l'ouragan Jeanne. Nous avons participé à cette vaste opération humanitaire et nous sommes fiers des résultats obtenus grâce à l'appui du public. Partout, des communautés rurales s'organisent en coopératives et en entreprises de l'économie solidaire dans le contexte d'un commerce mondial défavorable. Le CECI accompagne les échanges entre ces groupes pour leur renforcement mutuel et pour l'émergence de réseaux pouvant les représenter à l'échelle nationale et internationale. Nous étions présents à leur rendez-vous du Forum Social Mondial. Nous le serons à Dakar en novembre 2005.

Des centaines de volontaires appuient nos partenaires en agriculture, en santé, en éducation ou pour la défense des droits. Nous constatons sur le terrain que l'engagement des citoyens contribue à un développement plus juste et solidaire.

Nous nous sommes mobilisés avec les autres organisations canadiennes de coopération volontaire pour valoriser auprès du public et du gouvernement canadien les résultats concrets de leur apport à la coopération internationale. Ce message de solidarité prend tout son sens depuis que la question de la sécurité domine les relations internationales. Le CECI travaille dans des pays en conflit tels que le Népal ou Haïti. Nous avons dû ajuster nos interventions et assurer la sécurité de nos équipes. Plus encore, nous nous engageons dans des initiatives visant directement la sécurité des populations comme le projet de sécurité communautaire au Salvador ou le projet de limitation des armes légères en Afrique de l'Ouest. Nous pensons que le défi de la sécurité concerne la société civile autant que les militaires. C'est le point de vue que nous avançons auprès du gouvernement canadien dont la nouvelle politique internationale fait une place sans précédent à la Défense au détriment, pensons-nous, d'une croissance suffisante du budget d'aide.

Le conseil d'administration du CECI a voté une résolution d'appui aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et à la campagne pour Un Monde Sans Pauvreté. Dans l'année à venir, nous entendons rayonner plus que jamais en faveur de ces causes.



PIERRE PICHETTE
Président



MICHEL CHAURETTE
Directeur général

AMÉRIQUES**BOLIVIE**

Direction régionale
Norman MacIsaac, directeur régional
PASAJE JUAN J. SALGUEIRO
2347 – SOPOCACHI
B.P. 13520 LA PAZ
t (591) 2.241.1767
f (591) 2.241.2307

–
14 volontaires Uniterra

CANADA

Michel Charette, directeur général
3000, OMER-LAVALLÉE
MONTREAL (QUÉBEC) H1Y 3R8
t (514) 875.9911
f (514) 875.6469

EL SALVADOR

Alan Quinn, délégué et chef de projet
CENTRO COMERCIAL FERIA ROSA
LOCAL 103-C
SAN SALVADOR
t & f (503) 243.2376

–
10 volontaires Uniterra
(incluant Équateur)

ÉTATS-UNIS

David Brown, délégué
1666 K STREET N.W. 7TH FLOOR
WASHINGTON DC
20006
t & f (202) 293.7601

GUATEMALA

Ana De Méndez, directrice
15 AVE. «A» 19-61, ZONA 13
GUATEMALA CIUDAD
t (502) 2332.1397
f (502) 2332.7065

–
10 volontaires Uniterra

HAÏTI

Guypsy Michel, directeur
RUE M. LATORTUE, MUSSEAU
B.P. 16104
PORT-AU-PRINCE
t (509) 249.9585
f (509) 245.9577

–
2 volontaires Uniterra

PÉROU

Christopher Yeomans, délégué
AV. PRIMAVERA 1477,
MONTERRICO
LIMA 33
t (511) 247.6837

–
4 volontaires Uniterra

AFRIQUE**BURKINA FASO**

Adama Ouédraogo, directeur
01 B.P. 3440, OUAGADOUGOU
t (226) 50.36.29.92
f (226) 50.36.07.52

–
11 volontaires Uniterra

**GRANDS LACS
AFRICAINS**

(Rwanda, Burundi, République
démocratique du Congo)
Jovithe Mukaziya, chef de projet
RUE NTARUKA, QUARTIER KIYOVU
B.P. 532 KIGALI
RWANDA
t & f (250) 57.60.18

–
2 volontaires Uniterra

GUINÉE

Dian Diallo, directeur
B.P. 1385 CONAKRY
t & f (224) 42.39.97

–
12 volontaires Uniterra

MALI

Alassane Sanogo, coordonnateur
1085, RUE 240
QUARTIER HIPPODROME
B.P. 109, BAMAKO
t (223) 229.48.44
f (223) 490.0392

–
15 volontaires Uniterra

NIGER

Issoufou Boubacar, directeur
B.P. 889 NIAMEY
t (227) 75.31.02
f (227) 75.45.63

–
6 volontaires Uniterra

SÉNÉGAL

Direction régionale
Philippe Jean, directeur régional
Amadou Bah, directeur régional adjoint
SÉNÉGAL
Bacabar Guèye, directeur
BOUL. DU SUD, POINT E
B.P. 6112 DAKAR
t (221) 8.25.64.14
f (221) 8.25.32.38

–
13 volontaires Uniterra

ASIE**CAMBODGE**

Muriel Mac-seing, contact
HOUSE 182,
STREET 63 BOEUNG KENG KANG 1
P.O. BOX 2443
PHNOM PENH - 3
t & f (855) 23.217.561

–
3 volontaires Uniterra

INDE

Kabita Bhattarai, représentante
C-118, 2ND FLOOR, ANAND NIKETAN
NEW DELHI 110021
t (91) 11246.71378
f (91) 11246.71377

–
5 volontaires Uniterra

NÉPAL

Direction régionale
Julia Sánchez, directrice régionale
Keshava Koirala, représentante
135 NAYA BASI MARG, BALUWATAR
G.P.O. BOX 2959, KATHMANDU
t (977) 14.41.44.30
f (977) 14.41.32.56

–
9 volontaires Uniterra

TAJIKISTAN

Germain Lafleur, chef de projet
HAKIM KARIM STR., 10
735700, KHUJAND
t (992 3422) 40173
f (992 3422) 63104

VIETNAM

Bernard Wylér, chef de projet
BLOCK P, LA THANH HOTEL
218 DOI CAN STREET
BA DINH DISTRICT
IPO BOX 233
t (844) 762.8422
f (844) 762.8423

–
28 volontaires Uniterra



**AU SALVADOR ET AU
GUATEMALA, LES COMMU-
NAUTÉS S'ORGANISENT
ET SE MOBILISENT FACE
À L'INSÉCURITÉ ET LA
VIOLENCE DANS LES
FOYERS ET LES QUARTIERS.
AU SALVADOR, LE PROJET
SÉCURITÉ CITOYENNE
(PSC II) ŒUVRE À LA
PRÉVENTION DU CRIME
ET DE LA DÉLINQUANCE
DANS TROIS MUNICIPALITÉS
SALVADORIENNES, SAN
SALVADOR, ZARAGOZA ET
PUERTO LA LIBERTAD.**

Prévenir la violence et la délinquance
avec les communautés

**Il s'attaque principalement à deux
problématiques : la délinquance juvénile
et la violence domestique, surtout faite
aux femmes et aux enfants. « Dans des
communautés à risque, les autorités
policières vont surtout agir par la répres-
sion, le projet mise sur un travail de
prévention, élaboré avec les citoyens »,
explique Alan Quinn, représentant du
CECI au Salvador.**

Le PSC intervient en prévention sur
plusieurs plans. Par exemple, les commu-
nautés sont associées à la production de
« cartes de prévention ». Les événements
à caractère violent, les lieux risqués y
sont identifiés par différents symboles,
géographiquement et dans le temps.
Elles sont diffusées lors des assemblées
communautaires et remises ensuite aux
autorités policières et municipales. Elles
favorisent ainsi à la fois la sécurité des
personnes et une meilleure compréhension
des autorités. Les activités de prévention
se déploient aussi sur plusieurs niveaux.

« En prévention primaire, nous travaillons
avec les écoles et les forums commu-
nautaires. Des activités qui visent une
meilleure articulation entre les autorités et
la population qui auront un impact à moyen
et à long terme. Avec les groupes à risque,
dont les femmes victimes de violence, on
organise des ateliers d'estime de soi, des
groupes d'entraide, des formations sur les
lois et les recours possibles. Pour contrer
le phénomène des gangs, nous tenons des
activités similaires avec les jeunes, tout
en organisant aussi des activités sportives.
Par exemple, il y a une école de soccer
dans chacune des municipalités », souligne
Alan Quinn. L'approche développée par
le PSC influence les municipalités et les
autorités policières, qui l'ont intégrée
dans leurs stratégies de prévention du
crime et de la violence.

Sur le même thème, en 2004-2005, deux
Symposiums régionaux sur la prévention
de la délinquance juvénile se sont tenus
au Guatemala et au Salvador, réunissant
des organisations civiles et gouvernemen-
tales honduriennes, guatémaltèques et
salvadoriennes. Ces rencontres ont permis
la création d'une coalition régionale et
l'adoption d'une déclaration de principes
et d'un plan d'action adoptés par plus
de 50 organisations. Le CECI agit en
appui à la coalition.

« Notre travail en prévention s'appuie
sur l'expertise du CECI dans les contextes
post conflit et de transition vers la paix »,
conclut Alan Quinn.

**HAÏTI – 18 SEPTEMBRE
2004, LA TEMPÊTE
TROPICALE JEANNE
DÉVASTE LES CARAÏBES,
CAUSANT UN DÉLUGE
D'EAU ET DE BOUE
DANS LES GONAÏVES,
EMPORTANT QUELQUE
3000 PERSONNES.**

« Nous nous sommes tout de suite sentis interpellés pour contribuer à l'aide d'urgence », témoigne Guypsy Michel, Directeur du CECI-Haïti, dont l'équipe compte 26 employés haïtiens et deux volontaires du Canada. Le CECI a recueilli 1,1 million de dollars auprès des Québécoises et des Québécois. Ces dons ont permis la distribution de 6890 trousseaux familiales de survie. Le CECI a acheminé par avion des Forces armées canadiennes, puis distribué une grande partie des dons matériels et denrées non périssables, jus, médicaments et produits sanitaires recueillis lors du radiothon tenu à l'hôtel de ville de Montréal.

Promotion de la paix

Pour l'aider à se relever des violences tragiques et de Jeanne, le CECI a poursuivi ses efforts ciblés dans la région de l'Artibonite, comprenant les villes des Gonaïves et de Saint-Marc. Le CECI y était déjà par son *Projet d'appui à la lutte contre les IST et le VIH/sida* (PALIH). Porté avec le Centre de coopération internationale en santé et développement

(CCISD), ce projet assure la prévention et le contrôle de la pandémie du VIH/sida auprès de 600 000 personnes. Le CECI réhabilite également des installations de santé. Aux Gonaïves, les animateurs du CECI ont mis en place un programme de promotion de la paix. « Avec des leaders de quartier, on veut favoriser le dialogue et la négociation pour transformer les conflits. On aide les gens à comprendre les rôles des élus locaux, en prévision des élections de l'automne 2005 », explique Guypsy Michel.

Dans la zone du Nord-Est, le CECI poursuit un engagement de longue durée avec les communautés de Ouanaminthe, Capotille, Carice et Mont-Organisé. Il y soutient un travail de renforcement des capacités des femmes, fondé sur l'alphabétisation. Les projets communautaires ont créé des milliers d'emplois, dans la réhabilitation d'infrastructures (routes, contrôle de l'érosion, etc.) et la mise en place d'unités de production de grains, de riz, de manioc... « Chaque année, les gens plantent 50 000 arbres, illustre M. Michel. Ils veulent reboiser, car ils observent la baisse de fertilité des sols et une certaine désertification. » En Haïti, 98 % des forêts ont disparu, aggravant les catastrophes naturelles. Dans le Plateau central, les populations, en collaboration avec le CECI ont installé un système d'eau potable pour 5000 habitants, alimenté par des panneaux solaires.

FSM 2005

Un autre monde est possible



En janvier 2005, la cinquième édition du Forum social mondial a réuni plus de 150 000 personnes impliquées dans la recherche d'alternatives sociales, politiques et économiques, à Porto Alegre au Brésil.

Pour une deuxième année consécutive, le CECI a participé au Forum social mondial (FSM). Le programme Uniterra a permis à 27 acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) d'Afrique, d'Asie et des Amériques de témoigner et d'échanger.

La délégation d'Uniterra au FSM 2005 réunissait des Africaines productrices agroalimentaires, des groupes de micro-crédit et d'alphabétisation populaire, des coopérants en foresterie du Népal, un entrepreneur social en technologies de pointe (appareil auditif solaire), le Chantier d'économie sociale du Québec, l'Union des producteurs agricoles -

Développement international (UPA-DI) et des acteurs du commerce équitable. Les discussions et les panels ont principalement porté sur le partage d'expériences et la promotion de l'économie sociale et solidaire, la prise en charge par les populations de leurs services sociaux, les finances solidaires dont les micro-finances, l'équité dans le commerce et le développement local. Prochain rendez-vous international de l'ESS à Dakar en novembre 2005 avec le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS).





COMMERCE ÉQUITABLE, AGRICULTURE RURALE, ÉDUCATION NON FORMELLE ET ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ, LES PROJETS DU CECI ET DE SES PARTENAIRES SE DÉPLOIENT SUR PLUSIEURS FRONTS ET S'ATTAQUENT RÉSOLUMENT À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE. AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, DE SOLIDES RÉSEAUX D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE SE SONT CRÉÉS DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST. EN 2004-2005, LE CECI MÈNE, AVEC SES PARTENAIRES, UN NOUVEAU PROJET DE LUTTE À LA PROLIFÉRATION DES ARMES LÉGÈRES.

Depuis 10 ans, le CECI appuie les femmes productrices de karité au Burkina Faso.



En 2004-2005, les 36 projets ACIPA réalisés ont rejoint 30 000 personnes, dont 40 % de femmes.

2004 marquait le 20^e anniversaire des bureaux CECI dans plusieurs pays d'Afrique, souligné par des événements publics en Guinée, au Mali et au Burkina Faso. « Un moment de reconnaissance important pour les équipes en place », souligne Philippe Jean, directeur du CECI-Afrique.

La paix et la sécurité

« Le CECI s'engage pour la première fois dans la lutte à la prolifération des armes légères », explique Suzanne Dumouchel, chargée de projet Afrique. Projet-pilote, mené conjointement avec OXFAM-UK, le Programme Armes légères et de petit calibre (ALPC) réunit la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée et le Sénégal. Le programme se réalise en partenariat avec des organisations de la société civile, des structures régionales et des États responsables en matière de sécurité. « La circulation des ALPC, licites autant qu'illicites a de graves conséquences pour la sécurité des personnes et des communautés et sur l'ensemble du développement économique et social. Nous travaillons à la prise de conscience des gens, dans les villages et dans les familles, des impacts négatifs et des dangers de cette circulation », poursuit Suzanne Dumouchel. Les projets de sensibilisation entrepris en 2005 viseront aussi la remise volontaire des armes.

Le projet Action citoyenne pour la paix, ACIPA, poursuit son travail de sensibilisation et de formation sur la résolution pacifique des conflits, la tolérance et la participation citoyenne dans la région des Grands Lacs africains (Rwanda, Burundi, Nord et Sud Kivu en République Démocratique du Congo). En 2004-2005, les 36 projets réalisés ont rejoint 30 000 personnes, dont 40 % de femmes. « Réparties dans trois pays, les organisations portent des projets locaux. Elles se rencontrent aussi pour analyser le contexte et élaborer ensemble des plaidoyers. Au Burundi, en processus électoral, un réseau d'organisations de femmes a fait un important travail de sensibilisation, de lobby et de plaidoyer pour un pourcentage de postes réservés aux femmes. Un bel exemple de maturité des organisations », souligne Suzanne Dumouchel.



Guinée – Dakagbé Kaba, présidente du Réseau guinéen d'économie sociale et solidaire et la coopérante Nathalie Langlois. « L'économie solidaire donne un grand espoir aux femmes des milieux ruraux, elles sont les plus marginalisées et les plus pauvres parmi les pauvres », explique Mme Kaba.

Développement des ONG

Depuis 2002, le Programme d'appui aux ONG (PAONG) travaille au renforcement de neuf ONG de Moyenne Guinée. Elles œuvrent dans différents secteurs: alphabétisation, transformation des fruits, santé, lutte à l'excision, plantation de haricots. Des diagnostics, des formations adaptées et du soutien ont eu un effet durable sur les organisations. « En 2002, l'Action des femmes volontaires pour le développement durable (AFVDD) regroupait 13 femmes et disposait d'un budget de 230 \$ canadiens. Après 3 ans, l'AFVDD signe des contrats, offre des services et emploie 20 personnes avec un budget annuel 150 000 \$ », explique Gérard Côté, chargé de projet Afrique.

Commerce équitable: l'or végétal de l'Afrique

Le beurre de karité est un produit naturel dont les vertus pour la peau et le soin des cheveux sont reconnues. Sa production et son commerce sont assurés par les femmes africaines. En 2004-2005, des ententes de commercialisation conclues avec des productrices de beurre de karité du Burkina Faso et du Mali ont permis la distribution des produits dans les 42 magasins Dix Mille Villages au Canada. Un projet mené conjointement par le CECI-Mali, le Comité International de Projets Outre-mer de l'École Polytechnique de l'Université de Montréal et l'ONG malienne l'ACOD (Association Conseil pour le Développement) a permis la construction d'un centre de production du beurre de karité pour les femmes de la commune de Siby au Mali.



Sécurité et équité dans le commerce

LA PROMOTION DE L'ÉQUITÉ DANS LE COMMERCE SUPPOSE UN TRAVAIL DE FORMATION TECHNIQUE AVEC LES PRODUCTEURS, L'IDENTIFICATION ET LA CONNAISSANCE DES MARCHÉS, UNE MEILLEURE NÉGOCIATION DES PRIX ET LA PRÉOCCUPATION D'UN PARTAGE ÉQUITABLE DES REVENUS. LE CECI Y TRAVAILLE AVEC DES MILLIERS DE PRODUCTEURS À TRAVERS L'ASIE. AU NÉPAL SE POSENT LES ENJEUX DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DU TRAVAIL DE COOPÉRATION EN ZONE DE CONFLIT. LE CECI EST PRÉSENT AU NÉPAL, EN INDE, AU VIETNAM, AU CAMBODGE ET AU KOSOVO. À LA SUITE DU SYMPOSIUM QUE LE CECI A TENU EN NOVEMBRE 2002 SUR L'INTERVENTION AVEC LES POPULATIONS EXCLUES DES ZONES MONTAGNEUSES EN INDE, LES PARTENAIRES DU TADJIKISTAN ONT INVITÉ LE CECI À TRAVAILLER AVEC EUX SUR LA FILIÈRE COTON.

Dans la province du Thanh Hoa au Vietnam, le projet *Improved Livelihood for Mountainous Communities (ILMC)* touche en grande majorité des groupes ethniques minoritaires dans les zones montagneuses des districts de Ba Thuoc et Nhu Xuan. « Nous étions dans une zone d'extrême pauvreté. Avant de penser au développement économique et à l'augmentation des revenus de la population, il fallait travailler sur la sécurité alimentaire, qui se calcule selon la capacité de production de riz. En une année, la formation sur les techniques agricoles a permis de multiplier par quatre la production de riz. Ce qui signifie que les gens assurent maintenant leur consommation pour toute une année », explique Julia Sánchez, directrice du CECI-Asie.

« Le gouvernement provincial va reproduire les techniques utilisées dans le cadre d'ILMC. Nous avons travaillé avec lui à la production de matériel audiovisuel pour la télévision et les radios », souligne Kathleen McLaughlin, chargée de projet Asie. « Des analyses ont permis d'identifier les productions disposant d'un bon potentiel de développement, dont le bambou et le petit élevage comme le porc et le poulet », poursuit Julia Sanchez. Dix coopératives agricoles regroupent plus de 1000 membres, dont 40 % sont des femmes. Ces coopératives développent avec leurs membres les stratégies de gestion, de production et de vente dans une approche de formation et d'apprentissage pratique. Au total, les coopératives d'ILMC ont vendu, en 2005, huit tonnes de bœuf et plus de 40 000 arbres de bambou.

Réduire la pauvreté suppose aussi différentes stratégies d'amélioration des infrastructures et d'accès à des services sociaux comme l'éducation et la santé. Le projet ILMC a permis à 7000 élèves, répartis dans 350 villages, de recevoir un jeu complet de manuels scolaires et plus de 1500 élèves fréquentent des écoles maternelles construites dans le cadre du projet.

Un puit qui change la vie

« Au Népal, le *Community Groundwater Irrigation Project (CGIP)* change la vie des gens », explique Julia Sanchez. Il permet en effet la construction de puits et la mise en place de systèmes d'irrigation qui augmentent considérablement les rendements agricoles. « C'est le seul projet d'irrigation au Népal qui ne donne aucune subvention, les producteurs obtiennent un prêt pour acheter le système d'irrigation. Après analyse, ils constatent que c'est rentable et ils ont ainsi une réelle idée de la vérité des prix. Les producteurs arrivent à rembourser leur prêt en quelques années, parfois même en une seule ! », poursuit Julia Sanchez. En partenariat avec des ONG locales, le projet prépare les futurs usagers à bien gérer l'eau et entretenir leurs nouveaux équipements.

Les résultats socioéconomiques de CGISP sont impressionnants. Bénéficiant à plus de 10 000 familles (50 000 personnes) pauvres à très pauvres du Terai népalais, il a permis l'installation de plus de 4600 systèmes d'irrigation qui irriguent plus de 15 700 hectares.

Le projet a permis :

: À tous les utilisateurs d'atteindre le stade de la sécurité alimentaire grâce à l'accroissement de leur production de céréales

: D'augmenter les rendements des cultures de 50 à 100% en général dont 100% pour le riz et le maïs

: De doubler les revenus nets à l'hectare

: D'investir dans le logement (40% des ménages touchés), la santé (92%) et l'éducation des enfants (80%)

Et par ricochet...

D'accroître les taux d'inscription scolaire, particulièrement pour les groupes très pauvres, notamment chez les Dalits (55% comparé à 11% sans le projet).

En 2004-2005, le CGIP a reçu une précieuse reconnaissance de la part de la Banque asiatique de développement: sur 20 projets retenus, il se classe parmi les trois meilleurs réalisés au Népal.

Sahakarya

***Sahakarya* signifie «travailler ensemble» en népalais. «Dans certaines communautés, nous sommes présents depuis 10 ans. Nous travaillons actuellement avec 46 partenaires, dans cinq districts, exclusivement en milieux ruraux et de montagne», explique François Lafrenière, chargé de projet Asie.**

Les projets de *Sahakarya* en développement économique sont centrés sur l'agriculture, les caisses d'épargne et de crédit et la foresterie communautaire. En santé communautaire, surtout à la demande des femmes, les projets portent sur l'accès à l'eau potable, la salubrité publique et celle des foyers, la nutrition infantile et la santé prénatale. «Nous

avons aussi développé des partenariats avec des organisations et des fédérations au niveau national. Travailler à la fois au plan local et national permet d'influencer les politiques publiques», poursuit M. Lafrenière.

Particulièrement intense depuis cinq ans, le conflit qui secoue le Népal pose les enjeux de sécurité et d'éthique pour les travailleurs et les partenaires sur le terrain. «On a retiré les volontaires des régions isolées pour des questions de sécurité», explique François Lafrenière. «Le conflit influence aussi notre façon de travailler. Nous ciblons davantage nos interventions vers les plus pauvres et marginalisés, les Dalits», poursuit M. Lafrenière. Il ajoute qu'en cas de conflits intenses, les projets en santé et l'aide humanitaire dominant. «En période de conflit, les projets de développement économique sont plus difficiles.» Il estime que même si l'actuel conflit népalais réduit sa capacité de développement, *Sahakarya*, qui travaille avec les ONG locales, continue d'assurer sa mission.

Selon M. Lafrenière, l'expérience de *Sahakarya* permet de tirer trois leçons : «D'abord, travailler de concert avec les réseaux locaux nous permet de continuer à appuyer le développement même dans les conditions les plus difficiles. Aussi, dans un tel contexte, il faut faire preuve de flexibilité et ne pas hésiter à réorienter notre intervention pour répondre aux dimensions les plus sensibles du conflit, à ses racines. Troisièmement, il faut prendre conscience de l'impact du projet sur le conflit, de son effet sur les communautés, les disparités sociales et l'exclusion. »

Malgré le conflit qui secoue le Népal, Sahakarya relève le défi avec 46 partenaires locaux, dans cinq districts, exclusivement en milieux ruraux et de montagne.

**« J'ai compris que
tout le monde a le
droit de penser,
surtout de penser
différemment.
Le monde peut être
vécu autrement. »**

Ibrahim Farmo, directeur du Centre de formation
des cadres de l'alphabétisation du Niger,
de retour du FSM 2005

Aux Gonaïves, Haïti –
Avec ses partenaires, une dizaine de comités
de quartier, le CECI a distribué 200 000 repas chauds
aux enfants des familles les plus pauvres.
En juillet et août 2004, pas moins de
4 000 enfants se présentaient chaque jour.



Dans la nuit du 19 septembre, aussitôt après le passage de la tempête tropicale Jeanne, une nappe d'eau de 2,5 m de profondeur a envahi la ville des Gonaïves, dans le nord d'Haiti. Surpris par la montée rapide des eaux, les Gonaïviens ont presque tout perdu.



Photo: Patrick Alleyn

Dans son rapport 2004 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que les moyens pour combattre la faim sont bien identifiés et qu'il suffirait d'une volonté politique pour sortir de la faim près de 852 millions de personnes dans le monde.



Les 191 États membres de l'ONU se sont engagés à réaliser, d'ici à 2015, les objectifs du Millénaire pour le développement, dont celui de réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et d'améliorer la santé des mères.



Photo: Steve Digby

Sheer Bahadur Basnet et sa famille habitent Rangapur, dans la région de Rautahat au Népal, sur un petit lopin de terre d'un demi-hectare. Le programme *Community Groundwater Irrigation Project* (CGIP) a permis à M. Sheer Bahadu et sa famille de réduire significativement leur pauvreté.

« Avant de participer au CGISP, en 2002, nous dépendions de l'eau de pluie pour irriguer la terre », explique-t-il. Il considère que les retombées positives du programme sont nombreuses et bénéficient à plusieurs grâce aux discussions de groupes sur des sujets reliés à l'agriculture, à l'amélioration de la production par le système d'irrigation et l'utilisation de nouveaux types de graines et d'engrais et à l'augmentation des revenus de vente.



« Nous, les femmes, marchons depuis longtemps pour dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences ont une fin. De nos luttes féministes, de celles qu'ont menées nos aïeules sur tous les continents, sont nés de nouveaux espaces de liberté, pour nous-mêmes, pour nos filles, pour nos fils et pour toutes les petites filles et tous les petits garçons, qui, après nous, fouleront ce sol. »

Extrait du préambule de la Charte mondiale
des femmes pour l'humanité.



Ensemble, agissons!



Rapport des vérificateurs

Aux membres du conseil du Centre d'Étude
et de Coopération Internationale

Nous avons vérifié le bilan du Centre d'Étude et de Coopération Internationale au 31 mars 2005 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2005 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélaïr

Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.

États financiers

États des résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2005

	2005	2004
	\$	\$
Produits		
ACDI Partenariat	6 695 106	6 154 949
ACDI Bilatéral et autres	10 440 367	12 126 340
Autres bailleurs de fonds	6 708 395	6 749 060
Dons	1 708 562	634 490
Contributions sous forme de services rendus (NOTE 7)	4 775 463	4 521 440
Revenus de loyer	231 157	129 818
Autres revenus	169 945	213 828
	30 728 995	30 529 925
CHARGES		
Directions et services	5 590 504	5 738 494
Programmes	20 071 853	20 048 459
Contributions sous forme de services rendus (NOTE 7)	4 775 463	4 521 440
Amortissement	266 801	215 535
	30 704 621	30 523 928
Excédent des produits sur les charges	24 374	5 997

États financiers

État de l'évolution des actifs nets de l'exercice terminé le 31 mars 2005

	Investis en immobilisations	Reçus à titre de dotation	Non affectés	2005	2004 Total
	\$	\$	\$	\$	\$
		(NOTE 6)			
Solde au début	1 790 025	438 085	439 137	2 667 247	2 660 695
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(259 905)*	-	284 279	24 374	5 997
Dons reçus à titre de dotation	-	300	-	300	555
Libération de dotations	-	(400 000)	-	(400 000)	-
Investissement en immobilisations, net du financement	(30 222)	-	30 222	-	-
Solde à la fin	1 499 898	38 385	753 638	2 291 921	2 667 247

* Comprend l'amortissement des immobilisations de 266 801 \$ et l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 6 896 \$.

États financiers

Bilan au 31 mars 2005

	2005	2004
	\$	\$
Actif		
À court terme		
Encaisse	4 018 893	3 185 478
Placements temporaires	-	112 500
Débiteurs	1 297 000	1 064 186
Avances à des partenaires	965 841	237 311
Charges payées d'avance	78 351	88 421
	6 360 085	4 687 896
Placements	-	355 102
Immobilisations corporelles et incorporelles (NOTE 3)	4 754 188	3 105 658
	11 114 273	8 148 656
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	774 551	872 892
Apports reportés		
ACDI (déduction faite d'un débiteur de 683 383 \$; 734 791 \$ en 2004)	1 723 724	714 075
Autres	3 069 787	2 578 809
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (NOTE 5)	137 342	51 100
	5 705 404	4 216 876
Apports reportés afférents aux immobilisations	135 618	142 514
Dette à long terme (NOTE 5)	2 981 330	1 122 019
Actifs nets		
Investis en immobilisations	1 499 898	1 790 025
Reçus à titre de dotation (NOTE 6)	38 385	438 085
Non affectés	753 638	439 137
	2 291 921	2 667 247
	11 114 273	8 148 656

États financiers

État des flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2005

	2005	2004
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges	24 374	5 997
Ajustements pour :		
Gain à la cession de placements	(31 020)	-
Amortissement des immobilisations	266 801	215 535
Amortissement des apports reportés	(6 896)	(5 364)
	253 259	216 168
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (NOTE 8)	51 012	54 978
	304 271	271 146
Activités de financement		
Dons reçus à titre de dotation	300	555
Augmentation de la dette à long terme	1 620 276	111 544
Remboursement de la dette à long terme	(74 327)	(51 100)
	1 546 249	60 999
Activités d'investissement		
Acquisition de placements	(5 146)	(12 093)
Cession de placements	391 268	-
Acquisition d'immobilisations	(1 515 727)	(516 958)
	(1 129 605)	(529 051)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	720 915	(196 906)
Espèces et quasi-espèces au début	3 297 978	3 494 884
Espèces et quasi-espèces à la fin	4 018 893	3 297 978
Information supplémentaire		
Intérêts payés	88 330	73 910
Opérations sans effet sur la trésorerie		
Des dotations de 400 000 \$ ont été libérées et transférées aux apports reportés (NOTE 6).		
Des coûts liés à la construction du bâtiment font partie des créditeurs.		

Notes

NOTE 01

Description de l'organisme

LE CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EST CONSTITUÉ EN VERTU DE LA PARTIE III DE LA *LOI SUR LES COMPAGNIES* DU QUÉBEC.

IL PARTICIPE À DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL DANS LES PAYS DU TIERS-MONDE PAR LA FORMATION ET L'ENVOI DE COOPÉRANTS VOLONTAIRES ET D'ASSISTANTS TECHNIQUES, LA RÉALISATION DE PROJETS, LA RECHERCHE ET LA PUBLICATION D'OUVRAGES SPÉCIALISÉS.

NOTE 02

Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

a

Constatation des produits

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

b

Constatation des opérations étrangères

Le Centre comptabilise ses charges suivant les pratiques comptables suivantes :

- i Les achats d'immobilisations engagées pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation, à l'exception des immobilisations des directions régionales qui sont capitalisées.**
- ii Les gains ou les pertes relatifs aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.**
- iii Les autres contributions à l'assistance technique du programme de volontariat et de partenariat représentent la participation de partenaires outre-mer aux allocations de séjour et au logement des volontaires.**

c

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire dont l'échéance est de trois mois ou moins.

d

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes et les taux annuels suivants :

Bâtiments	linéaire	4%
Bibliothèque	linéaire	5%
Mobilier et équipement	dégressif	20% et 30%
Matériel audiovisuel	dégressif	20%
Matériel roulant	dégressif	30%
Logiciels	linéaires	25%

e

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au cours du change historique. Les valeurs au marché sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours du change moyen en vigueur durant l'exercice. Les gains ou les pertes résultant de ces conversions sont imputés à l'état des résultats.

f

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

NOTE 03

Immobilisations corporelles et incorporelles

	Évaluation Coût	Amortis- sement cumulé	2005 Valeur comptable nette	2004 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles				
Terrain	869 445	–	869 445	869 445
Bâtiments	3 086 714	150 899	2 935 815	1 116 092
Travaux en cours – bâtiment	–	–	–	130 772
Mobilier et équipement	1 432 542	1 161 990	270 552	305 190
Bibliothèque	542 607	135 650	406 957	434 087
Matériel audiovisuel	35 719	34 617	1 102	1 377
Matériel roulant	305 353	121 195	184 158	134 722
	6 272 380	1 604 351	4 668 029	2 991 685
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	124 320	38 161	86 159	113 973
	6 396 700	1 642 512	4 754 188	3 105 658

NOTE 04

Emprunt bancaire

Le Centre dispose d'un crédit d'exploitation, d'un montant autorisé de 2 400 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, garanti par une hypothèque mobilière et par l'universalité des créances et remboursable à demande.

NOTE 05

Dettes à long terme

	2005	2004
	\$	\$
Emprunt garanti par une hypothèque de 1^{er} rang sur un bâtiment d'un montant maximum autorisé de 1 121 250 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$, plus les intérêts calculés au taux de 7,05%, échéant le 15 janvier 2017	979 225	1 024 075
Emprunt garanti par une hypothèque de 2^e rang sur un bâtiment, remboursable par versements de 4 050 \$, intérêts de 6,7%, échéant le 15 février 2017	398 004	-
	1 377 229	1 024 075
Emprunt garanti par une hypothèque de 1^{er} rang sur un bâtiment, remboursable par versements de 12 248 \$, intérêts de 6,5%, échéant le 1^{er} octobre 2019	1 310 589	-
Emprunt remboursable par versements annuels de 6 250 \$ plus les intérêts, échéant en décembre 2009 et portant intérêt à 0 % pour les trois premières années, 1 % la quatrième année, 2 % la cinquième année, 3 % la sixième année, 4 % la septième année et 5 % la huitième année	31 250	37 500
Créditeurs liés à la construction du bâtiment à être financés par un emprunt hypothécaire de 1^{er} rang sur un bâtiment	399 604	111 544
	3 118 672	1 173 119
Tranche échéant à moins d'un an	137 342	51 100
	2 981 330	1 122 019
Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :		
	2006	137 342
	2007	143 166
	2008	149 125
	2009	156 003
	2010	163 087

NOTE 06

Actifs nets reçus à titre de dotation

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés :

a

d'un montant de 4 305 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;

b

d'un montant de 34 080 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux.

Au cours de l'exercice, les donateurs ont autorisé que la somme de 300 000 \$ pour le Fonds Pelletier et la somme de 100 000 \$ pour le Fonds Jean Bouchard soient utilisées pour des projets d'aide internationale.

NOTE 07

Contributions sous forme de services rendus

Les contributions sous forme de services rendus représentent la valeur de la contribution non rémunérée fournie par les coopérants volontaires. La valeur de cette contribution pour 2004-2005 est évaluée à 41 346 \$ par coopérant (40 370 \$ pour 2003-2004). Ce montant a été obtenu à partir d'une étude réalisée en février 1994 et dont le résultat a été indexé selon l'indice des prix à la consommation pour 1995-1996 à 2004-2005. Le nombre de coopérants volontaires, exprimé en personne/année, est de 115,5 pour 2004-2005 et de 112 pour 2003-2004.

NOTE 08

Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation

	2005	2004
	\$	\$
Débiteurs	(232 814)	(184 890)
Avances à des partenaires	(728 530)	382 262
Charges payées d'avance	10 070	22 131
Créditeurs et charges à payer	(98 341)	(93 789)
Apports reportés	1 100 627	(70 736)
	51 012	54 978

NOTE 09

Engagements

Le Centre s'est engagé en vertu de contrats de location de locaux administratifs et d'équipements, renouvelables et non résiliables, à verser la somme de 68 372 \$ répartie comme suit :

	\$
2006	33 171
2007	22 051
2008	13 150

Le Centre a signé des ententes avec des partenaires pour effectuer des projets. Ces ententes rendent le Centre conjointement et solidairement responsable des projets avec les partenaires. Au 31 mars 2005, les ententes signées totalisent près de 70 000 000 \$ et viennent à échéance jusqu'en juillet 2009.

NOTE 10

Éventualités

Le Centre fait l'objet de litiges dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces litiges n'auront pas d'effet important sur la situation financière, aucune provision n'a été constituée.

NOTE 11

Instruments financiers

Risque de change

Le Centre effectue plusieurs transactions en devises et est donc exposé aux fluctuations des devises. Le Centre ne gère pas activement ce risque, les gains ou les pertes de change faisant partie des coûts des programmes.

Risque de taux d'intérêt

La majorité de la dette à long terme porte des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, les risques de trésorerie sont minimes.

Juste valeur

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur des immeubles, déterminée selon la méthode du revenu, au 7 janvier 2005, est d'environ 6 000 000 \$ pour les deux immeubles. Selon la méthode de comparaison, la juste valeur est sensiblement la même. La juste valeur de la dette à long terme est équivalente à sa valeur comptable en raison des dates d'échéance et des taux d'intérêt qu'elle comporte, qui sont comparables à ceux du marché.

Mot du conseil d'administration

Un monde sans pauvreté. Agissons!

**1,2 MILLIARD DE FEMMES,
HOMMES ET ENFANTS
VIVENT DANS DES CONDITIONS
DE PAUVRETÉ EXTRÊME
DANS LE MONDE, PLUS DE
800 MILLIONS DE PERSONNES
SE COUCHENT AFFAMÉES
CHAQUE SOIR ET 50 000 D'ENTRE-
ELLES NE SE RÉVEILLEN PAS,
FRAPPÉES MORTELLEMENT
PAR LA PAUVRETÉ.**

Ces chiffres peuvent vous stupéfier, vous paralyser! Pourtant la pauvreté n'est pas inévitable. Comme le disait Nelson Mandela devant une foule de 22 000 personnes à Trafalgar Square, le 3 février dernier: « À l'instar de l'esclavage et de l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle. C'est une création de l'homme, et il est possible de la surmonter et de l'éliminer par des interventions humaines.» Nous pouvons collectivement agir!

Ainsi, nous vous invitons toutes et tous à répondre à l'appel de l'Action mondiale contre la pauvreté. Nous sommes fiers que le CECI, dont la mission est de combattre la pauvreté et l'exclusion, fasse partie de ce mouvement. Au Canada, ce mouvement s'est matérialisé par l'entremise d'une coalition multipartite, Un monde sans pauvreté – Agissons!, qui unit syndicats, mouvement des femmes, ONG de coopération internationale, mouvement communautaire, organisations religieuses, les chefs de file dans les domaines de la littérature, des arts et des sports et des individus de tous les horizons.

**Signez la pétition :
www.unmondesanspauvrete.org
pour interpeller nos gouvernements et les inviter à respecter leurs engagements en faveur de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement ;**

Portez le bracelet blanc de la solidarité, disponible au CECI et participez tout au long de l'année aux activités de la campagne, surveillez notre site, www.cec.ca, pour ne rien manquer et engagez-vous résolument dans ce combat contre la pauvreté et l'exclusion !

Raymond Batrie, Pierre Bélanger, Chantal Havard,
Michèle Jodoin, Gisèle Leduc, Nancy Neamtan, Pierre Pichette,
Pierre Racicot, Jean-François Simard

L'expertise du CECI au service de toutes et tous



En janvier dernier, le Centre de formation, Étude et Conseil (CFEC) du CECI a reçu une délégation de Chinois de la province de Xinjiang, la plus vaste, la moins peuplée du pays et la plus multiethnique. Située à la frontière du Tibet, de la Mongolie, du Kazakhstan, du Kyrgystan, de l'Uzbekistan, du Tajikistan, de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Inde, cette région, éloignée du centre névralgique de croissance économique de la Chine, a depuis des siècles vu les caravanes de commerçants emprunter la route de la soie. Elle est aujourd'hui encore la province la plus pauvre du pays malgré une industrie pétrolière florissante. Ouverts à accorder un nouveau rôle à la société civile, des représentants du gouvernement de Xinjiang sont venus étudier au Canada son rôle dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, les formes de partenariats entre Villes, gouvernements fédéral

et provincial et organisations de citoyens, le tout pour favoriser la création d'emploi et la réduction de la pauvreté dans le développement local des communautés. Une partie de la visite portait également sur la promotion de l'équité homme / femme et minorités; la délégation a d'ailleurs pu rencontrer une communauté autochtone des Premières Nations, la communauté de Kitigan-Zibi Anishinabeg.

Concernant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, les représentants ont échangé avec des organisations communautaires et d'économie sociale et solidaire dont le Chantier de l'économie sociale du Québec et le Collectif pour un Québec sans pauvreté et visité des entreprises d'économie sociale de Trois-Rivières et de Gatineau avec les Centres locaux de développement.

En plus des organisations de la société civile, la délégation chinoise a eu des réunions avec les différents paliers de gouvernements, municipal, fédéral et provincial pour discuter des politiques mises en place dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

En mars dernier, l'équipe canadienne du CECI est partie à son tour observer les mêmes paramètres socio-économiques dans la région de Xinjiang. Une échange à suivre...

«J'ai suivi une formation sur la résolution pacifique des conflits à Bujumbura au Burundi, en 1998. J'étais encore à l'école secondaire, aujourd'hui, après des études aux HEC, je travaille pour le Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits (CENAP), chargé du projet *Monitoring Paix et Réconciliation* dans les provinces du Nord du pays et j'en suis fier.»

Benoît Birutegusa, Burundi, 26 février 2005

La formation

90 personnes ont participé cette année au programme la formation «Introduction générale à la coopération internationale». Dispensé par le CFEC sous l'égide d'Uniterra, le programme conjoint de coopération volontaire du CECI et de l'EUMC (Entraide universitaire mondiale du Canada), cette formation a reçu un tel succès que 20 personnes patientent déjà sur la liste d'attente pour l'automne prochain. Il a d'ailleurs été décidé pour répondre à cette demande pressante du public d'offrir dès l'automne une session à Québec et en 2006, une session en Outaouais en plus de Montréal.

Par ailleurs, l'expertise du CECI reste très courue. Cette année encore, c'est le CFEC qui a formé le personnel de l'ACDI en droits de la personne. De plus, Hélène Lagacé et Thérèse Bouchard offrent aujourd'hui à la division de l'Apprentissage continu de l'ACDI des formations dont une sur l'approche d'égalité/équité entre les genres et une sur l'approche de développement axée sur les droits de la personne en anglais et en français. Reconnues et promues par les Nations Unies, ces approches définissent la pauvreté comme une violation des droits humains et le développement comme un moyen de réaliser ces droits pour toutes et tous.

Le partenariat: quand l'union fait la différence!

L'Alliance agricole internationale

L'agriculture: l'espoir de l'Afrique

En Afrique, où elle occupe 70 % de la main-d'œuvre, l'agriculture est actuellement fragilisée par la mondialisation de l'économie. Dans ce contexte, la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), l'Union des producteurs agricoles - Développement international (UPA-DI) et le CECI ont fondé l'*Alliance agricole internationale* pour une agriculture économiquement équitable, socialement juste, culturellement adaptée et respectueuse de l'environnement. Présidée cette année par Michel Charette du CECI, l'*Alliance* entend susciter un plus grand nombre d'initiatives internationales en faveur de l'agriculture, grande oubliée de la Politique internationale du Canada. Lancée officiellement à Québec le 26 août 2004, l'*Alliance* n'a cessé depuis de défendre le fer de lance du développement social et économique de l'Afrique, de sa souveraineté alimentaire: une agriculture créatrice d'emplois et d'espoir chez les jeunes!

S'impliquer au CECI, c'est agir pour un autre monde. Il existe plusieurs façons de s'impliquer au CECI, et cette année, une synergie formidable a animé les esprits créatifs et mobilisé des milliers de personnes au Canada et dans tous les pays dans lesquels nous travaillons avec nos partenaires.

S'impliquer au CECI, c'est venir travailler bénévolement avec nous lors d'événements, c'est participer aux conférences et activités, c'est aussi contribuer financièrement à la réalisation des projets en Asie, dans les Amériques et en Afrique, et c'est partir comme volontaire, offrir son expertise et travailler dans une organisation du Sud.

Uniterra, le programme conjoint du CECI et de l'EUMC, a organisé de nombreux événements qui ont marqué l'année, notamment en permettant au public canadien de rencontrer des partenaires des pays du Sud. L'été passé, la Caravane 2004 a conduit à travers le Canada de jeunes Africains qui, au fil d'un séjour ponctué de conférences et de rencontres avec les médias, ont pu échanger sur les réalités de leur pays. Puis, Dix Mille Villages, magasin de commerce équitable à Montréal, partenaire du CECI, a reçu une productrice de karité, Chata Traoré du Mali, qui a présenté son métier et expliqué au public les bienfaits du karité, cette crème exceptionnelle pour la peau et les cheveux. En décembre, Uniterra a permis à des partenaires du Sud, les Touaregs de l'organisation DANI (Développement de l'Artisanat au Niger) de venir présenter et vendre leurs produits artisanaux, dont de magnifiques bijoux en argent, au très couru Salon des métiers d'art du Québec à Montréal. Cette première expérience se répétera en décembre 2005 avec toute une partie du Salon réservée au commerce de l'artisanat équitable dans le monde. Enfin, le public a pu voir à la Maison de la culture Côte-des-Neiges, le regard que Roger Saint-Laurent, photographe, porte sur des groupes de tisserands autochtones des hautes montagnes boliviennes, leurs conditions de vie, leurs espoirs et leurs ambitions. Chacun peut aussi voir le film documentaire, «Une autre coopération est possible», disponible sur DVD au CECI : il relate la participation exceptionnelle de 27 partenaires du Sud, d'Asie, d'Afrique et des Amériques et du Canada au Forum social mondial 2005.

1 539 000 \$

1 091 000 \$ pour Urgence-Haïti

Dans le cadre de la levée de fonds, Urgence-Haïti a mobilisé beaucoup d'énergie. Des artistes touchés par l'Urgence en Haïti ont pris l'initiative d'organiser des spectacles bénéfiques ; Luck Mervil, notre porte-parole, a décidé de donner généreusement un dollar au CECI pour chaque disque Ti Péyi A, vendu, il a d'ailleurs lancé son disque lors d'un spectacle-bénéfice pour la campagne.

Miguel Araos, Magalie Avril et leur famille ont réuni leurs concitoyens de l'Ouest de Montréal à l'Île Bizard pour un grand souper-bénéfice haïtien dont les fruits, 17 420 \$, ont été remis au CECI. Les villes de Montréal et de Longueuil ont également contribué à Urgence-Haïti par des dons de 20 000 \$, le Journal de Montréal a recueilli 75 000 \$ auprès de ses lecteurs. Mais cela ne s'est pas arrêté là, des entreprises et des institutions ont, elles aussi, organisé des événements : Tristan America avec une grande vente de vêtements au profit d'Urgence-Haïti, Telus, la CSDM, la Caisse populaire Préfontaine Hochelaga et d'autres Caisses populaires, les employés de Home Dépôt Beaubien et de Radio-Canada et beaucoup d'autres... Tous ont manifesté leur grande solidarité envers les Gonaïviens.

Merci également aux communautés et organisations religieuses pour leur soutien sans faille depuis des années à la mission du CECI. Et merci aux milliers de donateurs qui ont répondu présents à l'appel du CECI pour leur soutien dans tous ses projets. Ces dons sont précieux !

Évidemment, toutes ces activités au Canada et dans le monde n'auraient pas pu être possibles sans le financement de notre partenaire canadien, l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Membres de la corporation par catégorie

ANCIENS COOPÉRANTS

BORLACE, Patricia
BOUVETTE, André
DESCHENES, Jean-François
JOURNEAULT, Johanne
HAVARD, Chantal
LAFRANCE, Myriam
LAVERGNE, Valérie
LEBLANC, Clémence
LIPPÉ, Lucie
MARCEL, Caroline
MARCHESSAULT, Gigi
MORAIS, Nicole
NDEJURU, Radegonde
OUELLET, Marie-Marthe
PAINCHAUD, Sylvie
PARENT, Élizabeth
POULIOT, Charles
RIEL, Patricia
RINFRET, Louis-André
ROBERT, Brigitte
ROCHON, Jocelyne
SAULNIER, Anne-Marie
TREMBLAY, Sylvie
VITEZ, François

MEMBRES VENANT DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

CHAURETTE, Michel
COSGROVE, William
HÉBERT, Ernest
JODOIN, Michèle
JOHNSON, Pierre-Marc
JUNEAU, Pierre
RACICOT, Pierre
SAMSON, Michel
SÉVIGNY, Thérèse
STONE, Martha
VÉZINA, Monique

COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

CADIEUX, Jean
CORBO, Claude
DÉCALUWÉ, Bernard
POTVIN, Fernand
ROY, Michel
TOUSIGNANT, Jacques
VINCELETTE, Jean

MEMBRES D'INSTITUTIONS RELIGIEUSES

BÉLANGER, Pierre, S.J.
BLONDEAU, Lucie Sr
DUFOUR, Mario
GOULET, Louis-Joseph, S.J.
LANTHIER, Jean-Guy
LAPIERRE, François Mgr
LEDUC, Gisèle Sr
LEFEBVRE, Marcel
LEVAC, Jacques, S.J.
LUSSIER, Gilles Mgr
MARCIL, Michel, S.J.
MORIN, Mireille Sr
MORISSETTE, Louise Sr

MILIEU DES AFFAIRES

BATRIE, Raymond
BEAULIEU, Christiane
BÉLISLE, Michel
BIBEAU, Pierre
BILODEAU, Ronald
DELISLE, Marie-Andrée
DÉSILETS, Georges
DION, Pierre
DUFRESNE, Guy
ÉMOND, Pierre
GIBARA, Germaine
LABONTÉ, Benoît
LAVOIE, Luc
LEDUC, Paul
LEMARIER, Andrée
LUSSIER, Gaétan
PICHETTE, Pierre
PAYETTE, André
TRUNG, Nguyen

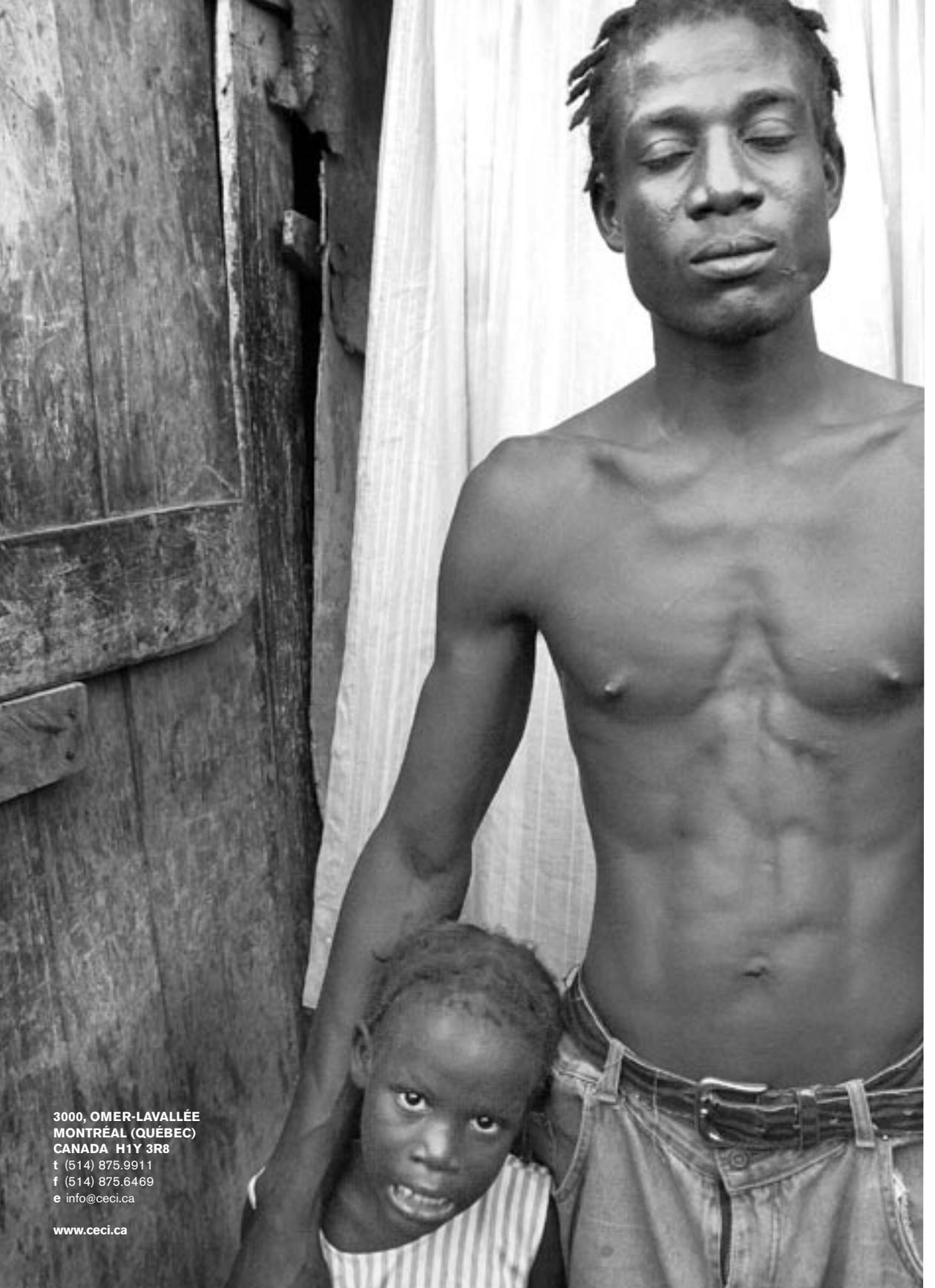
AUTRE PROVENANCE

ALAVO, Yves
BAH, Boubacar
BISAILLON, Robert
BOILY, Nicole
BOISVERT, Antonin
CARDINAL, Mario
CARRÉ, Louise
COTÉ, Pierre F.
HERVIEUX, Bernard
JEAN, Michaëlle
LETENDRE, Robert
NEAMTAN, Nancy
NORMAND, Robert
PAPINEAU, Claude
PELLETIER, Jean
SAINTE-MARIE, Paule
SAUVAGE, Danielle
SIMARD, Jean-François
SPIERKEL, Karen

Merci à nos donateurs!

Voilà la liste des donateurs qui ont contribué 1000 \$ ou plus,
hormis ceux qui ont préféré garder l'anonymat:

Académie de Roberval
Arc-Noir Gestion
d'Architecture Inc.
Caisse Centrale Desjardins
Caisse Populaire
Préfontaine-Hochelaga
Carmélites Déchaussées
Cégep régional de Lanaudière
Centre Maria-Chapdelaine
Chagnon, André
CIRCM (Centre int. résol.
conflits et médiation)
Collège André-Grasset
(1973) inc
Collège Durocher
Collège Sainte-Marcelline
Comité Social 960342
Commission Scolaire
de Montréal
Conférence St-Vincent-de-Paul
Congrégation de Notre-Dame
Congrégation des Soeurs
Notre-Dame Auxiliatrice
Conseil Régional Québécois
des Charpentiers,
menuisiers, poseurs
Coop. de Solidarité des
Haïtiens du Québec
Corporation of the Sisters
of St-Martha
Dussault, Philippe
École des Cèdres
(Comm. scol.Laval)
École Hubert-Maisonnette
École Internationale
de Montréal
École Jacques-Rousseau
École Lestrat
École Secondaire
Armand-Corbeil
École Secondaire
l'Odysse des Jeunes
Église Nouvelle Vie
Filles de Jésus
Filles de la Charité du
Sacré-Cœur de Jésus
Filles de Marie-de-l'Assomption
Filles du Cœur de Marie
Filles Réparatrices du
Divin Cœur
Fondation familiale Trotter
Fondation J.-A. Bombardier
Fondation Léo Brossard
Fondation F.L. Tremblay
Fondation Ovum
Fondation RBC
Fondation René Malo
Fondation Yvon Boulanger (La)
Frères de St-Gabriel du Canada
Frères du Sacré-Cœur
Gouvernement du Québec
Groupe Consultation CCISD
Home Dépôt Beaubien
Jara, Émeraude Michel
L'Aide aux Missions
Lavergne, Réal
LCQ Productions
Le Journal de Montréal
Les femmes et les
enfants d'abord
Oeuvres Hedwidge Buisson
Pères Jésuites
Petites Filles de Saint-Joseph
Polyvalente Deux-Montagnes
PROREC Inc.
Providence of Saint Vincent
de Paul
Religieuses Adoratrices
du Précieux Sang
Religieuses de Notre-Dame
du Sacré-Cœur
S.C.F.P. Local 2957
Sisters of Saint Joseph
of Peterborough
Sisters of Saint Joseph
of Toronto
Société des Missions-Étrangères
Soeurs de la Charité
d'Ottawa
Soeurs de la Charité
de Québec
Soeurs de la Charité
de Saint-Hyacinthe
Soeurs de la Présentation
de Marie
Soeurs de la Présentation
de Marie
Soeurs de la Providence
Soeurs de Notre-Dame
du Perpétuel Secours
Soeurs de Saint-François
D'Assise
Soeurs de Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe
Soeurs de Saint-Joseph
de Saint-Vallier
Soeurs de Sainte-Croix
Soeurs des Saints Noms
de Jésus et de Marie
Soeurs des Saints-Cœurs
de Jésus et de Marie
Soeurs Dominicaines
de la Trinité
Soeurs du Sauveur
Soeurs Missionnaires de
l'Immaculée-Conception
Syndicat Pers. Soutien
Cégep St-Laurent
Telus Québec
Tristan & America
Ville de Longueuil
Ville de Montréal
Vincelette, Jean



3000, OMER-LAVALLÉE
MONTREAL (QUÉBEC)
CANADA H1Y 3R8
t (514) 875.9911
f (514) 875.6469
e info@ceci.ca

www.ceci.ca